



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

<p>Secrétariat général Service des ressources humaines Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération Département du pilotage de la mobilité 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP 0149554955</p>	<p>Note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2023-3 04/01/2023</p>
---	---

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 16

Objet : Appel à candidature : 16 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation

Date limite de candidature : 31/01/2023

- 1 poste de chargé.e d'études méthodologie et appui au contrôle

Date limite de candidature : 30/01/2023

- 1 poste de superviseur.e-gestionnaire instruction / liquidation

Date limite de candidature : 30/01/2023

- 1 poste de responsable de pôle

Date limite de candidature : 26/01/2023

- 1 poste de responsable de pôle

Date limite de candidature : 26/01/2023

Consevoiratoire du littoral :

- 1 poste d'assistante.e de direction

Date limite de candidature : 27/01/2023

- 1 poste de directeur.rice de la gestion patrimoniale

Date limite de candidature : 27/01/2023

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef.fe de service adjoint.e

Date limite de candidature : 03/02/2023

- 1 poste de chef.fe de secteur

Date limite de candidature : 03/02/2023

- 1 poste de chef.fe de service adjoint.e

Date limite de candidature : 19/01/2023

- 1 poste de chef.fe de service

Date limite de candidature : 26/01/2023

- 1 poste de chef.fe de service adjoint.e

Date limite de candidature : 26/01/2023

- 1 poste de directeur.rice régional.e

Date limite de candidature : 03/02/2023

- 1 poste de contrôleur.euse

Date limite de candidature : 03/02/2023

- 1 poste de chef.fe de secteur

Date limite de candidature : 03/02/2023

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de responsable de la mission hygiène, sécurité et sûreté, délégué à la prévention des risques professionnels

Date limite de candidature : 11/01/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET NOUVELLE-AQUITAINE

SERVICE FranceAgriMer

Gestionnaire Instruction-Liquidation
des dossiers de mesures communautaires de l'OCM Vitivinicole

N° appel à candidature : 20472

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des SA

Filière d'emploi : 7 – Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant

Localisation : Bordeaux

33 rue Edmond Michelet - 33000 BORDEAUX

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

Le service FranceAgriMer en Nouvelle-Aquitaine est un service à part entière de la DRAAF.

Il est composé de 70 agents localisés sur plusieurs sites : Bergerac, Bordeaux, Poitiers et Limoges.

Le pilotage est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.

Au sein du service FranceAgriMer, les unités « Production viticole et cultures spécialisées » et « Transformation et commercialisation des vins » assurent notamment la gestion de dispositifs communautaires visant les acteurs professionnels de la filière vitivinicole.

L'activité liée à la gestion de l'aide communautaire « Restructuration du vignoble » et « Investissements » de l'OCM Vin est majeure tant en charge de travail qu'en enjeu pour la filière sur la région Nouvelle-Aquitaine.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique d'un chef d'unité et au sein d'une équipe, l'agent est chargé(e) de contrôler administrativement, d'instruire, de préparer au contrôle et de liquider des dossiers de demande d'aide.

Missions et activités principales :

- Instruire et contrôler administrativement les dossiers de mesures communautaires de l'organisation commune de marché du secteur vitivinicole (OCM vin) dans le respect de la procédure et du guide de contrôle aux différentes étapes (instruction initiale, préparation au contrôle, liquidation) ;
- Vérifier l'éligibilité et la complétude des dossiers ;
- Enregistrer et saisir les demandes dans les systèmes d'information ;
- Assurer le suivi des demandes de pièces complémentaires ;
- Renseigner des tableaux de bords ;
- Fournir les informations réglementaires aux demandeurs, les accueillir ponctuellement.

Relations fonctionnelles du poste :

- Bénéficiaires du dispositif d'aide notamment les professionnels et entreprises de la filière ;
- Collègues du service et du siège de FranceAgriMer ;
- Représentants des différentes organisations professionnelles et institutionnelles de la région.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- FranceAgriMer, son organisation et ses missions ;
- réglementation vitivinicole et procédures du domaine concerné ;
- filière vitivinicole et environnement professionnel ;
- logiciels bureautiques et applicatifs métiers ;
- base en comptabilité ;
- contexte d'organisme payeur (aides FEAGA).

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les techniques de communication orale et écrite ;
- respecter les procédures ;
- travailler en équipe ;
- être rigoureux ;
- sens de l'analyse, de l'organisation.

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience réussie sur des fonctions similaires

Minimum baccalauréat validé si candidat contractuel

Contraintes du poste :

Respect du calendrier FEAGA

Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à privilèges³ :	Oui	Non x
Personnes à contacter		
Valérie LAPLACE - Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine valerie.laplace@franceagrimer.fr Tél : 05 35 31 40 20		
Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr Tél. : 01 73 30 22 35		
Conditions de travail		
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un accompagnement à l'occasion de votre prise de poste qui comportera notamment un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.</i>		
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/01/2023		
Le dossier de candidature doit comporter :		
<ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.		

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer

Direction des Interventions / Service contrôles et normalisation / Unité Contrôles

Chargé.e d'études méthodologie et appui au contrôle

N° appel à candidature : 23504

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant

Localisation : Montreuil (93) ou Antennes nationales

Conditions de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,

- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au sein du Service Contrôles et Normalisation de la Direction des Interventions, l'Unité Contrôles pilote l'ensemble des dispositifs de contrôles sur place prévus par les réglementations européenne ou nationale. Ces interventions concernent tous les secteurs agricoles (vin, fruits et légumes, lait, viande, céréales, pêche....) pour lesquels des contrôles sont à réaliser selon différentes modalités : contrôles de surface, contrôles de comptabilités matières et financières, contrôles visuels, etc.

L'unité Contrôles réalise l'interface entre les services demandeurs des contrôles et les services territoriaux qui réalisent ces contrôles. Elle est en charge de l'élaboration des procédures, des méthodologies de contrôle sur place, du pilotage et du suivi de l'avancement des contrôles sur place. A ce titre, elle propose toutes les évolutions utiles (contrôles à distance, recours à de nouvelles technologies ou de nouveaux matériels, etc.) dans le respect de la réglementation. Elle représente l'établissement, sur son activité, auprès des corps chargés de contrôler FranceAgriMer.

Objectifs du poste

Le titulaire du poste élabore des outils de contrôles, tels que des guides méthodologiques permettant d'apporter une aide au contrôle, et d'assurer la cohérence dans leur mise en œuvre ; Il ou elle apporte également un appui technique et juridique à la réalisation des contrôles.

Missions et activités principales

- Concevoir des guides méthodologiques sur les procédures de contrôles.
- Contribuer à la rédaction et à la mise à jour des guides techniques et réglementaires ainsi que des documents de vulgarisation.
- Concevoir et mettre en œuvre des actions de formation à destination des contrôleurs.
- Apporter conseils et appuis juridiques et techniques aux personnels chargés du contrôle.
- Établir des bilans et proposer des plans d'action (sensibilisation des professionnels, relations interprofessionnelles, évolution des mesures réglementaires...)
- Participer aux missions de contrôles extérieurs
- Participer aux groupes de travail avec des professionnels

Relations fonctionnelles du poste

- Au sein de FranceAgriMer : agents de l'unité Contrôles, les services Territoriaux, les contrôleurs sur place, les autres directions et service internes à FranceAgriMer
- Le Ministère de l'Agriculture et la Souveraineté alimentaire,
- Commission de Certification des comptes des Organismes payeurs, Commission Européenne, Cour des Comptes

Compétences requises pour le poste

Savoirs / Connaissances

- Méthodes et techniques du contrôle et d'analyse des risques
- Principes généraux du droit
- Techniques de recherche et de gestion documentaire

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie
- Capacité à rendre compte
- Être à l'écoute
- Esprit d'initiative,
- Rigueur et adaptabilité.

<ul style="list-style-type: none"> Techniques de management et de communication. Connaissance du management 	<ul style="list-style-type: none"> Sens des relations humaines Sens de l'organisation Sens de la pédagogie Travailler en équipe et en réseau
Contraintes du poste :	
Pas de contraintes particulières	
Poste clé¹ :	Oui Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non x
Poste à privilèges³ :	Oui Non x
Conditions de travail	
<p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i></p> <p><i>Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.</i></p>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/01/2023	
<p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, le grade et l'échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Superviseur - Gestionnaire instruction / liquidation

Direction Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Promotion

N° appel à candidature : 23505	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<p align="center">Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p align="center">Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; • assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; 	

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Dans le secteur de la viticulture et pour d'autres filières, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune (PAC). Au sein de la direction « Interventions » de FranceAgriMer, le poste est rattaché au service « programmes opérationnels et promotion » et à l'unité « Promotion ».

L'unité, composée d'environ 35 personnes organisées en 4 pôles, gère différents processus d'aide à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE. Des crédits communautaires et nationaux sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, ...) dans leurs actions de promotion.

Les instructeurs/liquidateurs travaillent en équipe au sein des pôles sous la responsabilité d'un cadre.

Objectifs du poste

Le poste concerne la gestion d'un portefeuille de dossiers de demande d'aide à la promotion dans le cadre de l'OCM vitivinicole. Des missions transversales au service de l'unité s'y ajoutent en tant que de besoin, notamment : étude et vulgarisation réglementaire, traitement de dossiers complexes, écriture de procédures et de supports de formation internes, statistiques.

Missions et activités principales :

Le poste concerne la gestion d'un portefeuille de dossiers de demande d'aide à la promotion dans le cadre de l'OCM vitivinicole.

- Vérifier les différentes pièces et informations des dossiers de demandes d'aide et liquider conformément aux procédures
- Analyser la recevabilité de ces dossiers et établir le montant d'aide à verser
- Assurer les contacts et les échanges inhérents au traitement des dossiers
- Analyser et prendre en compte les rapports de contrôle dans la liquidation de l'aide
- Saisir les données de paiement dans l'applicatif dédié à la mesure
- Préparer le dossier d'ordonnancement pour la transmission à l'Agence comptable

Les dossiers transversaux dont est chargé l'agent sont portés par lui en collaboration avec son chef de pôle. Les travaux en binôme sont fréquents. L'agent chargé d'un sujet en constitue le référent pour l'unité, il est chargé de la diffusion et la consolidation des pratiques et positions sur le sujet dans l'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres agents de l'unité, service des contrôles, agence comptable,
- Opérateurs bénéficiaires des aides

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances dans le domaine des aides de la PAC et en particulier du dispositif des aides à la promotion

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités rédactionnelles.
- Utilisation de Word et d'Excel

<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des outils bureautiques usuels 	<ul style="list-style-type: none"> • Rigueur dans l'exécution des tâches • Capacité à travailler en équipe. • Expérience dans le domaine de l'instruction de dossiers administratifs • Respect des échéances
Diplôme – Expérience professionnelle	
Minimum licence validé	
Contraintes du poste :	
RAS. Télétravail possible	
Poste clé¹ :	Oui Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui Non x
Poste à privilèges³ :	Oui Non x
Personnes à contacter	
<p>Marie TOUVAIS, cheffe de l'unité promotion ✉ : marie.touvais@franceagrimer.fr - ☎ : 01 73 30 23 60</p> <p>Frédéric VINOT, Adjoint à la cheffe de l'Unité "Promotion" frederic.vinot@franceagrimer.fr - 01 73 30 21 72</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement ☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr</p>	
Conditions de travail	
<p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</p> <p>Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.</p> <p>Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p>	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/01/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable du pôle « Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP) »

Direction des Interventions

Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

Unité Aides aux Exploitations et Expérimentation

N° appel à candidature : 23506

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant – prise de fonction dès que possible

Localisation : MONTREUIL

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002
93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, a pour mission de :

- favoriser la concertation au sein des filières,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés.

FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basé dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF)

La direction des interventions de l'établissement assure la mise en place, le paiement et le contrôle des aides publiques, tant nationales qu'européennes, aux filières agricoles végétales et animales ainsi qu'à la pêche et à l'aquaculture. Ces aides peuvent être récurrentes ou ponctuelles, en cas de crise notamment.

Au sein de la direction, le service « soutien, investissement et innovation dans les filières » (SIIF) est composé de 3 unités et regroupe environ 45 agents permanents.

L'unité « aides aux exploitations et expérimentation », composée de 25 personnes, contribue à la définition et pilote la mise en œuvre de dispositifs d'aide aux investissements pour les exploitations du secteur agricole dans le cadre de programmes nationaux et européens.

Organisée en 5 pôles, l'unité est chargée :

- des appels à projets « innovation » sur crédits CASDAR dans le cadre du Programme National de Développement Agricole et Rural (PNDAR) ;
- des mesures européennes d'innovation dans le cadre du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP) ;
- des dossiers d'aide nationale liés à l'amélioration de la génétique dans le domaine de l'élevage ;
- des dossiers d'aide nationale liés à la rénovation des vergers et à la filière cidricole ;
- de plusieurs mesures d'aide issues des plans d'intervention gouvernementaux (plan de relance, plan de résilience européen, programme France 2030) pour accompagner les investissements nécessaires à la modernisation des exploitations agricoles.

Objectifs du poste :

En lien étroit avec la cheffe d'unité et son adjoint, et en binôme avec un responsable de pôle de catégorie B, le titulaire du poste pilote et anime l'activité du pôle dans la gestion de trois mesures d'innovation du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP) suivantes : pêches maritimes (n°26), conservation des ressources biologiques de la mer (n°39) et aquaculture (n°47).

Le FEAMP intervient dans le cadre de la politique commune de la pêche et de la politique maritime intégrée, sous le pilotage de la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA). Il est l'outil de mise en œuvre des priorités pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Il accompagne l'évolution des pratiques des entreprises de la pêche et de l'aquaculture et participe au financement de leurs investissements.

La mesure n°26 se concentre sur des projets d'innovation ou d'amélioration susceptibles d'être mis sur le marché dans les 3 ans qui suivent la fin de l'opération et directement utilisables par les entreprises. Il s'agit particulièrement des phases de pré-lancement industriel ou commercial.

La mesure n°39 soutient des projets d'innovation favorisant la conservation des ressources biologiques marines exploitées et des écosystèmes marins. Les projets devront permettre le développement d'équipements innovants ou de pratiques de pêche permettant d'améliorer la sélectivité et de réduire les captures non désirées ou l'incidence des activités de pêche sur les écosystèmes.

La mesure n°47 a pour objectif d'encourager l'introduction de connaissances et d'innovations tant techniques qu'organisationnelles dans les entreprises d'aquaculture mais également de tester et valider les innovations dans les conditions particulières à chaque filière d'aquaculture en vue de leur extension et de leur diffusion.

Missions et activités principales :

- Encadrement des agents et animation de l'activité du pôle (environ 10 personnes) : organisation de l'équipe, en intégrant la formation et l'accompagnement des personnels, notamment des intérimaires

en renfort sur la mesure en coordination avec l'unité « pêche » ;

- Pilotage opérationnel des trois mesures d'aide :
 - Mise en œuvre de la procédure de gestion des dossiers (mutualisation avec l'unité « pêche », mise à jour le cas échéant de la documentation associée, guides et procédures) ;
 - Supervision des demandes de paiement, et contribution aux audits CICC (préparation des dossiers, réponses apportées aux auditeurs lors de l'audit et dans les rapports provisoires) ;
 - Instruction des éventuelles demandes d'avenants (reprogrammation budgétaire, prolongation), échanges éventuels avec la DGAMPA pour validation et signature.
- Assurer la consolidation des données de reporting nécessaires au pilotage du dispositif : suivi des indicateurs de gestion et de paiement des aides ;
- Représenter l'établissement, présenter et communiquer sur le dispositif dans les instances et réunions avec les partenaires.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de la direction des interventions, l'unité « pêche » du service « programmes opérationnels et promotion » ;
- Au sein de FranceAgriMer, tous les services du siège, le délégué filière ;
- Divers acteurs institutionnels externes à l'établissement : secrétariat d'état en charge de la mer et plus particulièrement la DGAMPA, l'ASP pour le paiement et l'assistance OSIRIS ;
- Les organisations professionnelles du secteur pêche et aquaculture.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances relatives à la gestion des dispositifs d'aides nationales et européennes
- Connaissances de l'organisation des filières agricoles et agroalimentaires
- Capacité à comprendre les problématiques métiers et les enjeux associés

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité à manager une équipe et à piloter l'activité
- Capacité à respecter les délais
- Capacité à gérer des régimes d'aides
- Capacité à gérer les relations avec des interlocuteurs variés
- Capacité à identifier les enjeux, alerter et faire preuve d'initiative
- Qualités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 pour les candidats contractuels

Une première expérience dans un poste managérial est demandée

Contraintes du poste :

Poste clé¹ :	Oui	Non	⊗
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non	⊗

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

Poste à privilèges³ :

Oui Non

Personnes à contacter

Charlotte Voisine, cheffe du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

☎ : 01.73.30.21.71 ✉ : charlotte.voisine@franceagrimer.fr

Stéphanie BOSSARD – cheffe de l'unité « aides aux exploitations et expérimentation »

☎ : 01.73.30.25.68 ✉ : stephanie.bossard@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01.73.30.22.35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 26/01/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum

Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable du pôle « Plans d'investissement »

Direction des Interventions

Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

Unité Aides aux Exploitations et Expérimentation

N° appel à candidature : 23507

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant – prise de fonction dès que possible

Localisation : MONTREUIL

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002
93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, a pour mission de :

- favoriser la concertation au sein des filières,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés.

FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basé dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF)

La direction des interventions de l'établissement assure la mise en place, le paiement et le contrôle des aides publiques, tant nationales qu'européennes, aux filières agricoles végétales et animales ainsi qu'à la pêche et à l'aquaculture. Ces aides peuvent être récurrentes ou ponctuelles, en cas de crise notamment.

Au sein de la direction, le service « soutien, investissement et innovation dans les filières » (SIIF) est composé de 3 unités et regroupe environ 45 agents permanents.

L'unité « aides aux exploitations et expérimentation », composée de 25 personnes, contribue à la définition et pilote la mise en œuvre de dispositifs d'aide aux investissements pour les exploitations du secteur agricole dans le cadre de programmes nationaux et européens.

Organisée en 5 pôles, l'unité est chargée :

- des appels à projets « innovation » sur crédits CASDAR dans le cadre du Programme National de Développement Agricole et Rural (PNDAR) ;
- des mesures européennes d'innovation dans le cadre du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP) ;
- des dossiers d'aide nationale liés à l'amélioration de la génétique dans le domaine de l'élevage ;
- des dossiers d'aide nationale liés à la rénovation des vergers et à la filière cidricole ;
- de plusieurs mesures d'aide issues des plans d'intervention gouvernementaux (plan de relance, plan de résilience européen, programme France 2030) pour accompagner les investissements nécessaires à la modernisation des exploitations agricoles.

Objectifs du poste :

En lien étroit avec la cheffe d'unité et son adjoint, le titulaire du poste pilote et anime l'activité du pôle dans la mise en œuvre et le suivi des dispositifs d'aides issus des plans d'intervention gouvernementaux suivants :

- Plan national de relance: plusieurs dispositifs gérés sous forme de « guichet », pour l'acquisition d'agroéquipements dans les exploitations agricoles en faveur de la transition agroécologique, du développement des protéines végétales, ou pour lutter contre les aléas climatiques ;
- France 2030 : dispositifs gérés sous forme de « guichet » pour l'acquisition d'agroéquipements innovants dans les exploitations agricoles;
- Tout autre dispositif d'aide au soutien à l'investissement dans les exploitations agricoles.

Missions et activités principales :

- Encadrer les agents et animer l'activité du pôle (environ 10 agents dont des personnels intérimaires) ;
- Pilotage opérationnel des dispositifs d'aides :
 - Conception, en liaison avec les services du Ministère chargé de l'agriculture (organisation du processus, y compris pour les aspects informatiques, rédaction des décisions) ;
 - Mise en œuvre et coordination (rédaction de la documentation associée, guides et procédures, organisation du travail de l'équipe, supervision des dossiers, présentation et communication sur le dispositif) ;
 - Assurer une réponse aux questions des demandeurs potentiels notamment via les adresses génériques (en lien avec les gestionnaires) ;
 - Echanges avec l'ASP et les régions pour la réalisation de contrôles croisés ;
- Assurer la consolidation des données de reporting nécessaires au pilotage de chacun des dispositifs : suivi des indicateurs de gestion et de paiement des aides ;
- Représenter l'établissement dans les instances relevant du champ de compétences du poste ;
- Contribuer aux réponses à apporter aux missions de contrôles internes et externes.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de l'Unité, la personne en charge de l'appui « outils de pilotage et reporting » ;
- Au sein de FranceAgriMer, tous les services du siège, ainsi que les services territoriaux et les délégations nationales ;
- Divers acteurs institutionnels externes à l'établissement : administration centrale du ministère chargé de l'agriculture (notamment DGPE, DGER), Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), Bpifrance ;
- Les organisations professionnelles des secteurs agricole et agroalimentaire.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances relatives à la gestion des dispositifs d'aides nationales et européennes
- Connaissances de l'organisation des filières agricoles et agroalimentaires
- Capacité à comprendre les problématiques métiers et les enjeux associés

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité à manager une équipe et à piloter l'activité
- Capacité à construire et gérer des régimes d'aides
- Capacité à gérer les relations avec des interlocuteurs variés
- Capacité à identifier les enjeux, alerter et faire preuve d'initiative
- Qualités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 pour les candidats contractuels

Une première expérience dans un poste managérial est demandée

Contraintes du poste :

Poste clé¹ : Oui Non ☒

Poste à caractère sensible² : Oui Non ☒

Poste à privilèges³ : Oui Non ☒

Personnes à contacter

Charlotte Voisine, cheffe du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

☎ : 01.73.30.21.71 ✉ : charlotte.voisine@franceagrimer.fr

Stéphanie BOSSARD – cheffe de l'unité « aides aux exploitations et expérimentation »

☎ : 01.73.30.25.68 ✉ : stephanie.bossard@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01.73.30.22.35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Vous bénéficierez d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 26/01/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum

Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) : Assistant(e) de direction à temps complet (F/H), au sein de la direction à Paris

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie B ou C expérimenté, accessible :

- Aux fonctionnaires en position normale d'activité ou en détachement
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sans condition de diplôme)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Description des missions de l'assistant(e) de direction

Secrétariat de direction

- Gestion de l'agenda de la directrice avec les interlocuteurs internes et externes (ministères, parlementaires, organismes partenaires, mécènes...)
- Préparation des « dossiers journaliers » et « dossiers de séance » pour réunions de la directrice : en lien avec la directrice adjointe, les délégations de rivages, la délégation communication et la délégation Europe et International et les trois directions du siège de Rochefort
- Mise en forme de tableaux de bord, reporting et calendrier...
- Organisation des déplacements de la directrice (réservation transports et hébergements, ordres de mission, états de frais...)
- Gestion de la participation ou de la représentation de la directrice aux instances délibérantes des agences de l'eau et parcs nationaux
- Participation, en lien avec la directrice adjointe, à la préparation – réservation des salles et déroulement - des séances du conseil d'administration et des réunions mensuelles de coordination avec les délégués de rivages
- Accueil téléphonique et physique, pour les services de la direction Paris (livraisons de fournitures, invités...)
- Réservation de la salle de réunion dans les locaux de la direction Paris

Administration et communication

- Gestion du courrier postal et électronique, classement, reprographie
- Gestion de la base de données des contacts de la directrice et de la délégation communication & mécénat

Soutien ressources humaines

- Tableau de bord des congés et intérim des membres du comité de direction et des délégués
- Suivi des évaluations annuelles des membres du comité de direction et des délégués

Logistique (en lien avec le référent « immobilier » de la direction Paris)

- Interlocuteur des prestataires (fourniture de matériel et entretien fluides)

Relations hiérarchiques

L'assistant(e) de direction est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la directrice.
Peut être amené(e) à encadrer des apprentis et/ou des CDD de renfort temporaires.

Environnement fonctionnel : relation fonctionnelle avec les équipes de la direction Paris, avec la directrice adjointe et les membres du comité de direction, avec les délégués et leurs équipes.

A l'interface avec les secrétariats des ministères (cabinets ministériels, directions d'administrations centrales et services déconcentrés de l'Etat, parlementaires et partenaires publics et privés, ainsi que le grand public.

Aptitudes et compétences requises

- Organisation, rigueur et méthode
- Bonne expression orale et écrite
- Aisance relationnelle et sens du travail en équipe
- Capacités d'initiative, d'anticipation et de gestion des priorités
- Expérience similaire appréciée
- Maîtrise de l'environnement bureautique et des outils informatiques (Excel, Word, Outlook, Powerpoint...)
- Connaissance des administrations (services de l'Etat, des collectivités territoriales...)
- Capacité d'adaptation aux méthodes de travail propre au poste et à l'établissement
- Discrétion eu égard aux missions d'assistance de direction

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet de catégorie B ou C expérimenté :

- Aux fonctionnaires en position normale d'activité ou en détachement
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sans condition de diplôme)

Télétravail possible sur la base des dispositions du règlement télétravail de l'établissement.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à **compter du 1^{er} mars 2023**. Il est localisé à Paris (dans le 14^e arrondissement).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation), accompagnés de la copie des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à faire parvenir **au plus tard le 27 janvier 2023** sur la plateforme dédiée du site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (pas de dépôt de candidature à ces adresses)

Sur les questions pratiques liées aux missions :

- Hélène COUTIN, assistante de direction, titulaire actuelle du poste
Tél. 01 44 63 56 60

Sur les questions RH et administratives :

- Emmanuelle JOUTEUX-TERNY, responsable du service ressources humaines
e.jouteux@conservatoire-du-littoral.fr
- Valérie PANZA, adjointe à la responsable du service ressources humaines

v.panza@conservatoire-du-littoral.fr

Réf. : RT-DGPAT-P-2022-28-RM15

FICHE DE POSTE Le Conservatoire du littoral recrute son (sa) :

Directeur(rice) de la Gestion Patrimoniale, à Rochefort

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A+ :

- Fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans renouvelable)
- Agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme : article 5 décret n°2016-1697)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

La direction de la gestion patrimoniale est la direction technique en charge de la coordination de la mission de propriétaire de l'établissement sur son domaine protégé, constitué d'environ 210 000 ha sur 800 sites répartis sur les rivages français de métropole et des départements et régions d'outre-mer. La Dgpat travaille en étroite relation avec les délégations de rivages, la Dafsi et le secrétariat général. Elle assure, dans ses domaines de compétences, le contact régulier avec les services du Ministère de tutelle, ainsi qu'avec les partenaires institutionnels, scientifiques et professionnels afférents.

Description du poste

Le directeur de la gestion patrimoniale prépare, propose et met en œuvre les actions et toutes mesures relevant de son champ de compétence dans le pilotage et l'amélioration de l'exercice de la mission de propriétaire de l'établissement, dans ses dimensions techniques, scientifiques, stratégiques et budgétaires, pour l'accomplissement des engagements et missions du Conservatoire du littoral.

Description des missions et environnement du poste

Le directeur de la gestion patrimoniale dirige et anime la Dgpat, rassemblant 13 agents permanents ou sur projets, dont 6 responsables de mission nationale :

- Coordination scientifique et biodiversité
- Patrimoine culturel et bâti
- Gestion et paysage
- Garderie et sports de nature
- Accueil du public et usages
- Interface Terre-Mer

Il en définit les objectifs en lien avec la direction. Il coordonne l'encadrement de l'équipe avec l'appui de deux adjoints désignés parmi les responsables de missions : l'un couvrant les champs relatifs au patrimoine naturel, aux aspects scientifiques et aux échanges et à la capitalisation d'expériences, l'autre couvrant ceux relatifs au patrimoine bâti, au paysage et à la dimension culturelle ainsi qu'à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage des travaux et aménagements sur les sites.

Le directeur de la gestion patrimoniale est membre permanent du comité de direction et intervient dans les réunions du conseil d'administration sur les sujets qui sont de son ressort. Il assure l'animation du conseil scientifique de l'établissement, siège à la commission interne des marchés et participe aux dialogues de gestion avec les délégations de rivages.

Après de la direction, le directeur de la gestion patrimoniale assure un appui aux priorités stratégiques de l'établissement et participe à l'actualisation de la stratégie d'intervention de l'établissement. Il veille notamment, dans ses domaines de compétences, à la bonne réalisation des objectifs du contrat d'objectifs et de performance 2021-2025 (COP), en particulier par la contribution attendue de l'établissement à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'aires protégées, à la stratégie nationale de la biodiversité, ainsi qu'à la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte.

Il participe également aux chantiers du projet d'établissement touchant aux métiers de la mission de propriétaire (base de données patrimoniales, gestion des connaissances et des compétences...)

Dans le domaine de l'animation des réflexions thématiques, le directeur de la gestion patrimoniale propose et met en œuvre l'élaboration des « principes et méthodes nationales d'action de l'établissement » dans les domaines de la qualité écologique des milieux naturels, de la qualité paysagère des sites, de la qualité du patrimoine bâti, de leur dimension culturelle, ainsi que de la gestion et de la « garderie » des sites, des conditions d'accueil et d'encadrement des usages. Il initie et coordonne des démarches territoriales d'adaptation au changement climatique.

Il organise les groupes de travail et les modalités d'association des agents des délégations et services relatifs à ces réflexions.

Il initie et encadre les actions d'envergure nationale, européenne et internationales, utiles à la poursuite des missions de l'établissement dans son domaine de compétences : études thématiques, contractualisation scientifique, programme de thèses Cifre, organisation des données naturalistes, contribution de l'établissement au plan France-relance, programmes et projets de type Life Adapto, en faveur de la gestion souple du trait de côte et de l'adaptation des sites au changement climatique...

Dans le domaine des relations partenariales, de la représentation et de la communication, le directeur de la gestion patrimoniale accompagne la direction pour les champs relevant de sa compétence.

Il participe aux réseaux d'acteurs, représente l'établissement dans les instances et développe les partenariats utiles.

Il pilote les activités de l'établissement en matière d'animation du réseau des gestionnaires de sites et d'animation de la garderie, et assure un lien étroit avec l'association Rivages de France.

En appui à la délégation à la communication et au mécénat, il participe aux actions de communication de l'établissement.

Dans le domaine de l'appui et de l'accompagnement aux délégations, le directeur de la gestion patrimoniale organise l'action de la Dgpat en matière de définition d'outils, l'organisation d'échanges et de formations.

Il organise la capitalisation et la mise à la disposition des agents de l'établissement, des « principes et méthodes », ainsi que des ressources techniques utiles à l'exercice, au plan national comme dans les délégations de rivages, de la mission de propriétaire et de pilotage de la gestion des sites

Il organise les échanges d'expérience et la gestion des connaissances en matière de gestion des sites, au sein de la communauté de travail associant l'établissement et les gestionnaires de sites.

Il propose et organise les offres de formation internes dans ces domaines.

Dans le domaine du pilotage technique et budgétaire, le directeur de la gestion patrimoniale propose, dans le cadre des orientations budgétaires définies, les arbitrages entre délégations de rivages en matière de travaux, de plans de gestion et d'études.

Il consolide le plan pluriannuel d'investissement de l'établissement en matière de travaux et de plans de gestion.

Il propose et met en œuvre les procédures en matière de validation des actes relatifs à la mission de propriétaire : plans de gestion, conventions de gestion, conventions d'occupation et d'usages...

Il élabore les modalités de suivi des « opérations d'importance » de restauration et de mise en valeur des milieux naturels et du bâti, menées par les délégations de rivages.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le directeur de la gestion patrimoniale est placé sous l'autorité hiérarchique de la directrice de l'établissement. Il est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des agents de l'établissement et plus particulièrement avec la directrice-adjointe, responsable de l'implantation du siège à Rochefort.

Profil et compétences requises

Poste de catégorie A+, ouvert aux agents fonctionnaires dans le cadre d'un détachement sur contrat de 3 ans renouvelable ; aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement et aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme : article 5 décret n° 2016-1697).

- Connaissances approfondies de la gestion des milieux naturels et des aires protégées
- Expérience significative de management
- Aptitude à la conception et à la conduite de projets complexes
- Connaissances en matière de gestion du patrimoine paysager, culturel et bâti
- Expérience de négociation
- Qualités rédactionnelles
- Sens avéré des contacts institutionnels
- Qualité et sens des relations humaines
- Maîtrise des outils bureautiques
- Maîtrise de l'anglais appréciée

Caractéristiques du poste

Dans l'exercice de ses missions, le directeur de la gestion patrimoniale effectuera de fréquents déplacements à Paris et dans les délégations de rivages.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est vacant à compter du **1^{er} juillet 2023**. Il est localisé au siège de l'établissement à Rochefort (Charente-Maritime).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires - merci de joindre la lettre de motivation et l'arrêté dans un seul fichier PDF), sont à adresser, au plus tard **le 27 janvier 2023** à Madame la directrice du Conservatoire du littoral et à déposer sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (pas de dépôt de candidature à cette adresse)

Mme Agnès VINCE, directrice du Conservatoire du littoral, tél. 01 44 63 56 60
a.vince@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs (pas de dépôt de candidature à cette adresse)

Mme Emmanuelle JOUTEUX, responsable du service des ressources humaines, Tel 05 46 84 72 67
e.jouteux@conservatoire-du-littoral.fr

**Chef de service
adjoint**

(H/F)

Poste L13055



Localisation : 2 rue du Maupas – 87040
Limoges cedex 01



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 1



Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Au sein du service appui à la gestion, contrôle interne et outils (SAGCIO) et sous la responsabilité du chef de service et en étroite collaboration avec le chef du secteur Outils-AMAO, vous assurerez l'encadrement, le pilotage et l'animation des activités du service, des missions confiées et l'atteinte des objectifs.

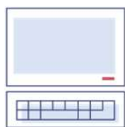


ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines

de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est à Limoges et comporte un réseau de 12 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.

Vous intégrerez le service appui à la gestion, contrôle interne et outils (SAGCIO) au sein de la Direction financière, juridique et logistique (DFJL).



MISSIONS

Vous aurez pour mission de :

- Contribuer à l'organisation, au management et au suivi opérationnel des missions et des projets du service en supervisant l'atteinte de ses objectifs.
- Participer à la définition des objectifs assignés aux agents du service
- Participer au développement et à la mise en place des outils d'analyse, de pilotage et de valorisation de données.
- Assurer l'ordonnancement de l'ensemble des dépenses et d'une partie des recettes de l'établissement
- Mettre en œuvre le contrôle interne (définition et amélioration des procédures, identification et classification des risques, plan d'action)
- Participer aux réunions de pilotage avec la MOA, la MOE et/ou les prestataires



CHAMP RELATIONNEL

- Les directions du siège,
- les directions régionales,
- les différents services de la DFJL
- les éditeurs de progiciels

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des règles et techniques de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP)
- Méthodologie de conduite de projet
- Connaissance des principales méthodes de recettage serait un plus
- Techniques de management
- Connaissance approfondie des outils bureautiques



SAVOIR-FAIRE

- Compétences managériales (notamment manager par objectifs et manager à distance)
- Capacité d'organisation et de pilotage
- Capacité à travailler en mode projet
- Rigueur, méthode, anticipation et réactivité
- Capacité d'initiative et d'autonomie
- Compétences relationnelles et aptitude à la communication
- Sens de l'adaptation et capacité à synthétiser l'information
- Capacité à rendre compte



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Dimitri BEGOUT, DFJL – Chef du service SAGCIO, dimitri.begout@asp-public.fr
- Céline GADY-FEYSSAT, DRH - Conseillère en recrutement, mobilité et formation, celine.gady-feyssat@asp-public.fr

Contrôleur

(H/F)

Poste R27044



Localisation : Direction régionale
Normandie – Site de Caen



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : sans objet



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



Vous assurerez, comme contrôleur polyvalent, la réalisation de contrôles sur l'ensemble des dispositifs et périmètre géographique du service dans le respect des procédures et réglementations européennes et nationales. Vous serez susceptible de participer aux travaux de supervision et de reperformance.

OBJECTIF



L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Normandie composée de 2 sites, Caen et Rouen et d'environ 80 agents titulaires et contractuels.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Le poste basé à Caen est placé sous la responsabilité du chef de service des contrôles Normandie.



En interne : chef de service et chefs de secteur, les agents de la direction régionale, les directions du siège et en particulier la Direction des Soutiens Directs Agricoles.

En externe : les services déconcentrés de l'Etat, les organisations professionnelles, les exploitants agricoles, les corps d'audit.

CHAMP RELATIONNEL

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des réglementations et de l'environnement agricole
- Bonnes connaissances des pratiques agricoles et systèmes de production
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques liés au secteur
- Savoir se positionner et communiquer dans une situation de contrôle
- Maîtrise des outils bureautiques
- Permis B



SAVOIR FAIRE

- Réactivité
- Qualités rédactionnelles
- Capacité d'organisation et d'adaptation
- Capacité à rendre compte
- Disponibilité
- Autonomie
- Force de propositions



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

M. Jean-Philippe LE PALLEC, Chef de service des contrôles - Tél : 02 32 18 55 64
jean-philippe.lepallec@asp-public.fr

Mme Véronique GAND, Secrétaire de Direction - Tél 02 31 06 83 93 veronique.gand@asp-public.fr

Mme Céline GADY-FEYSSAT- DRH/SEEC, Conseillère recrutement, mobilité et formation -
Tél 05 55 12 00 56 mobilite@asp-public.fr

Chef du service des contrôles adjoint (H/F) Poste : R27048



Localisation : Direction régionale
Normandie – Site de Caen



Statut : Fonctionnaire (Catégorie A)



Cotation RIFSEEP : Groupe 4
Cotation Parcours Pro : 1



Niveau d'études : Bac+3

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité du chef de service :

- Encadre, anime et coordonne les activités du service des contrôles Normandie et plus particulièrement sur le site de Caen
- Pilote le secteur des contrôles animaux Normandie

- Accompagne le changement technique et organisationnel dans un contexte de réforme de la PAC



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Normandie composée de 2 sites, Caen et Rouen et d'environ 80 agents titulaires et contractuels.

Le poste basé à Caen est placé sous la responsabilité du chef de service des contrôles Normandie.



MISSIONS

Au titre de sa mission de chef(fe) de service adjoint(e)

- Veille à inscrire son action dans le cadre d'un service unique de portée régionale
- Veille à l'atteinte des objectifs du service
- Participe à la définition des projets, des objectifs et priorités du service
- Participe au pilotage de l'activité et des effectifs
- Est garant de la prévention des risques liés au métier de contrôleur
- Maitrise le risque audit

- Assure la communication et le partage d'informations au sein du service mais aussi avec les partenaires extérieurs

- Veille à la cohésion de l'équipe

- Assure l'intérim du chef de service

- Participe à la démarche d'amélioration du service en apportant son expertise et son analyse ; est force de proposition dans tous les domaines en lien avec l'activité du service

- Déplacements et disponibilité nécessaires – Permis B indispensable

Au titre de sa mission de chef(fe) de secteur animaux :

- Participe à la définition des objectifs assignés au secteur et à la planification de l'activité
- Assure le suivi de l'activité du secteur
- Met en œuvre les contrôles animaux dans le respect des objectifs et des procédures
- Organise et anime des réunions de secteur
- Assure la supervision des dossiers



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : chef de service et chefs de secteur, les agents de la direction régionale, les directions du siège et en particulier la DSDA.
- En externe : les services déconcentrés de l'Etat, les organisations professionnelles, les exploitants agricoles, les corps d'audit.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Management d'équipe et pilotage
- Connaissance des réglementations et de l'environnement agricole
- Sens des enjeux stratégiques propres à l'activité
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques liés au secteur
- Sens des responsabilités
- Capacité d'adaptation à un environnement en évolution



SAVOIR-FAIRE

- Réactivité
- Disponibilité
- Qualités rédactionnelles
- Reporting
- Capacité d'initiative
- Force de propositions
- Capacité à rendre compte



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

M. Jean-Philippe LE PALLEC, Chef de service des contrôles - Tél : 02 32 18 55 64 jean-philippe.lepallec@asp-public.fr

Mme Véronique GAND, Secrétaire de Direction – Tél : 02 31 06 83 93 veronique.gand@asp-public.fr

Mme Céline GADY-FEYSSAT- DRH/SEEC, Conseillère recrutement, mobilité et formation -
Tél : 05 55 12 00 56 mobilite@asp-public.fr

Directeur
Régional

(H/F)

R31024



Localisation : DR Occitanie
Nîmes/Toulouse/Montpellier



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : Groupe 1
Cotation Parcours Pro : 3



Niveau d'études : Catégorie A+/A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Mettre en œuvre les orientations du comité de direction et de la direction générale pour sa région et participer à la définition de la stratégie de l'établissement.

Administrer et piloter l'équipe régionale ainsi que la supervision de l'ensemble des secteurs d'activités de la direction régionale ; et assurer une représentation de proximité de la direction de l'ASP Occitanie auprès des partenaires institutionnels.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Occitanie, composée d'environ 130 agents titulaires et 160 agents contractuels répartis sur trois sites (Nîmes, Toulouse et Montpellier). La DR Occitanie intervient sur de nombreux dispositifs de gestion

d'aides nationales ou infra-nationales. Elle intervient dans les domaines de l'agriculture, le développement rural, les aides à l'emploi, les aides économiques et environnementales...

Les missions principales concernent le paiement et le contrôle des aides dans le respect des procédures établies au sein de l'établissement, ainsi que l'assistance téléphonique auprès des bénéficiaires.



MISSIONS

- Direction des services

→ Définir les objectifs et les priorités de la direction.

→ Animer le comité de direction (éléments de contexte, pédagogie sur les orientations...),

→ Gérer et manager les effectifs (trajectoire RH, recrutement, entretiens professionnels, etc) et définir les missions et les objectifs des collaborateurs de la direction.

→ Exercer l'autorité sur l'ensemble du personnel de la Direction,

→ Être garant du budget de la DR,

- Assurer le pilotage général et la coordination des secteurs d'activité de la direction régionale

- S'impliquer dans le pilotage de mesures où la DR est référente ou pilote

- Conduire et accompagner le changement.

- Représenter la direction dans les instances nationales et auprès des partenaires.

- Valoriser les données publiques auprès de nos partenaires

- Animer le dialogue social local

- Mettre en œuvre les décisions de la direction générale et suivre la réalisation des objectifs fixés.
- Mettre en œuvre des mesures correctives et être force de proposition constante auprès de la direction générale,
- Participer à la mise en œuvre de projets transversaux au niveau régional (mission transversale) ou national (relations bénéficiaires, Plan Performance Pac...).
- Etre garant du contrôle interne au sein de la direction régionale (analyse, plan d'actions, suivi des actions) et référent en matière de lutte anti fraude.
- Etablir des relations de confiance avec le Conseil régional (PSN, REMU, ...)
- La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, autorité, et déplacements fréquents.



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Direction générale, directions du siège et directions régionales, réseau des directions régionales.
- En externe : Différents services de l'Etat (DREETS, DRAAF, DDi, préfecture...), collectivités (Conseil Régional, conseils départementaux,...) et autres organismes institutionnels (pôle emploi, organismes de formation, Missions locales).

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissances solides en agriculture, économie et/ou sciences et techniques
- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement des institutions au plan européen, national, régional et départemental (ML, Ddi, Pôle Emploi,...)
- Connaissance des règles de la comptabilité publique.
- Connaissance des aides publiques gérées
- Maîtrise des techniques de communication
- Techniques de management et de pilotage
- Bonne connaissance des systèmes d'informations



SAVOIR-FAIRE

- Capacité à fixer des objectifs cohérents, à mobiliser et valoriser les compétences
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Pratique avérée du management
- Capacité à animer et à fédérer
- Aptitude à la prise de décision
- Capacité à déléguer
- Capacité d'initiative, force de proposition
- Capacité à représenter l'établissement à gérer une relation externe
- Respect des règles de déontologie et très grande discrétion professionnelle



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Monsieur Stéphane Le Moing, Président Directeur Général – Tél: 05 55 12 00 17 – stephane.lemoing@asp-public.fr
- Monsieur Vianney Bourquard, Secrétaire Général– Tél:05 55 12 00 27– vianney.bourquard@asp-public.fr
- Madame Stéphanie Rouveron, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr

Chef de service catégorie 1 (H/F) R69013



Localisation : Direction Régionale Auvergne-Rhône
Alpes site de Lyon



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro : 3



Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Placé sous l'autorité du Directeur régional et de son adjoint en Auvergne-Rhône-Alpes, le titulaire assure le pilotage du service et encadre une équipe composée de 60 agents titulaires (40 à Lyon et 20 Clermont) auxquels s'ajoutent des agents contractuels dont le nombre varie selon l'activité. Le service gère un ensemble de dispositifs du domaine « emploi, formation professionnelle, politiques sociales et environnementales » de l'Agence, qui émanent de donneurs d'ordre variés de niveau national ou local, Le responsable de ce service participe au pilotage de la Direction régionale (DR) au sein du comité de direction et appuie le directeur régional et son adjoint lors des réunions avec les partenaires de la DR.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des

recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de plus de 2000 agents et 12 Directions régionales et inter-régionales implantées en métropole et outre-mer.

La Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes est composée de deux sites (Lyon et Clermont Ferrand) regroupant environ 140 agents titulaires et pouvant atteindre plus de 200 agents (titulaires et contractuels) répartis en 4 services.



MISSIONS

- Mettre en œuvre et assurer le suivi des dispositifs dont il a la responsabilité, rendre compte au Directeur et à son adjoint et proposer les améliorations envisageables
- Encadrer les agents du service et participer au sein du CODIR au fonctionnement général de la DR et à la définition de la stratégie locale
- Piloter, manager l'équipe (recrutement, animation, entretiens professionnels...) et accompagner la montée en compétence des cadres intermédiaires
- Consolider le fonctionnement du service nouvellement créé mettant en valeur les compétences et contribuant à renforcer la performance et la qualité de service auprès des usagers et donneurs d'ordre
- Assurer la planification de l'activité, son organisation, opérationnelle et l'affectation des agents
- Respecter les engagements contractuels du service

- bord de l'activité et les résultats du service.
- Collaborer à des groupes de travail iAssurer, en lien avec le Directeur Régional et son adjoint, le relationnel avec les partenaires internes et externes et la veille « commerciale » sur les activités contractuelles.
- Suivre les opérations d'instruction et de liquidation des dépenses, appliquer les directives qualité/sécurité et du contrôle interne dans le service.
- Alimenter et analyser les tableaux de nternes et externes et animer des réunions.
- 1 ou 2 déplacements hebdomadaires sur le site de Clermont.



CHAMP RELATIONNEL

- **En interne DR et au sein de l'ASP** : avec les différents acteurs de son équipe, l'équipe de direction et les membres du CODIR/ avec la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales, la Direction de l'Organisation et de la Performance, l'Agence Comptable et les homologues des autres directions régionales
- **En externe**, le chef de service est en relation avec la DREETS et les DDETS, ainsi que, la DR de Pôle-Emploi, les Missions locales, la Région, les Conseils départementaux, et autres donneurs d'ordre du niveau local ou national

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales
- Connaissance des aides publiques gérées par le service
- Management d'équipe et pilotage
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale
- Capacité d'adaptation à un environnement en évolution
- Bonne connaissance des systèmes d'information



SAVOIR-FAIRE

- Pratique avérée du management
- Capacité d'organisation et de pilotage
- Aptitudes au dialogue, à la négociation et à la communication
- Sens de l'initiative et de l'autonomie
- Esprit de synthèse
- Savoir rendre compte, déléguer
- Anticiper les difficultés et alerter la Direction
- Efficacité, dynamisme et autonomie



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- M. Guillaume FURRI, Directeur régional Auvergne Rhône-Alpes – Tél : 04 72 82 21 01 – guillaume.furri@asp-public.fr
- Mme Stéphanie ROUVERON, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr

Chef de secteur (H/F)



Direction régionale
Localisation : Nouvelle Aquitaine - site de
Bordeaux



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Encadrer, animer et coordonner, en collaboration avec votre collègue également cheffe de secteur surface, les activités d'une équipe de contrôleurs terrain et ou analystes images satellites (une quinzaine de titulaires et des contractuels selon la saisonnalité de l'activité), dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.

Votre secteur géographique de référence concerne les départements 33, 40, 47 et 64.

Le périmètre du poste peut être amené à évoluer dans le cadre de la constitution du service unique des contrôles, à l'issue de sa préfiguration, avec une dimension plus régionale.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Bordeaux est chargé de la

mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1^{er} pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique...) et aux animaux. Il travaille en réseau avec le service contrôles Limoges/Poitiers. Les 2 services sont appelés à fusionner prochainement au sein d'un service unique « contrôles » Nouvelle-Aquitaine. Le poste est placé sous l'autorité de la cheffe de service.



MISSIONS

- Définir avec la cheffe de service et en collaboration étroite avec sa collègue également cheffe du secteur surface, les objectifs, les plans de charge et l'organisation assignés à l'équipe

En collaboration étroite avec sa collègue cheffe de secteur surface :

- Animer et former l'équipe de contrôleurs et/ou analystes images et profils de couverts végétaux

- Planifier et affecter le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités, des échéances et compétences de chacun

- Participer aux entretiens professionnels

- Assurer le suivi et le pilotage de l'activité de contrôle et de supervision et rendre compte sur l'avancement de l'activité de contrôle terrain et d'expertise d'images et profils

- Participer au recrutement des CDD et nouveaux arrivants

- Apporter un appui ou intervenir sur les dossiers complexes ou sensibles

- Accompagner le changement, veiller à la cohésion des équipes
- Contribuer activement à l'harmonisation des pratiques entre les trois sites de la DR
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DSDA...) et externes (DDT, DRAAF, ...) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc...)



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : les agents et cadres des services contrôles, le CODIR élargi de la Direction Régionale (chefs de service/mission et adjoints, directeurs régional et adjoints). Les directions du siège de l'ASP.
- En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels (DRAAF, DREAL...)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Maîtrise des dispositifs juridiques et réglementaires de la PAC
- Maîtrise des SIG appréciée
- Connaissance du monde agricole, de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Maîtrise des outils bureautiques et informatiques
- Connaissance de la réglementation contrôles (surfaces et 3STR)
- Connaissance des outils de gestion de la PAC



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'organisation et d'analyse
- Capacité à anticiper les difficultés et à alerter son supérieur hiérarchique. Capacité à rendre compte
- Capacité à animer et fédérer une équipe autour d'un projet
- Pédagogie
- Capacité à gérer une relation externe
- Réactivité, disponibilité



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Mme Valérie KLEESTRA, Cheffe de service Emploi, Evolution et Compétences – mobilite@asp-public.fr - Tél. : 05.55.12.07.12
- Mme Sylvie MIROIR, Cheffe de service Contrôle – sylvie.miroir@asp-public.fr - Tél. : 05 56 48 90 12
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaires Générales – veronique.gelis@asp-public.fr - Tél. : 05 55 11 57 08

Chef de service adjoint (H/F)



Direction régionale
Localisation : Nouvelle Aquitaine - site de
Poitiers



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Vous encadrerez, coordonnerez et animerez les activités du service, en particulier l'équipe de Poitiers (une quinzaine de titulaires et des contractuels selon la saisonnalité de l'activité) en vous appuyant sur 2 chefs de secteur, dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.

Vous contribuerez, en coordination étroite avec le chef de service et ses adjoints, au pilotage de la campagne de contrôles à l'échelle régionale (vous serez membre du CODIR CONTROLES), à fédérer les équipes des 3 sites Bordeaux, Limoges et Poitiers, en recherchant l'harmonisation des pratiques et la mutualisation des ressources ; à la construction d'un service unique efficient, mettant en valeur les compétences et renforçant la performance. Les attendus du poste peuvent être amenés à évoluer.

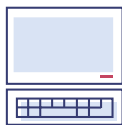


ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges (30 agents

permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1^{er} pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique...) et aux animaux. Le poste est placé sous l'autorité du chef de service.



MISSIONS

- Suivre et superviser l'ensemble des secteurs d'activité du service, plus particulièrement sur le site de Poitiers
- Animer les équipes du service à Poitiers : définition des objectifs et des priorités, planning, animation des réunions, relevés de décision
- S'assurer du bon équilibre activité/effectifs et élaborer un prévisionnel en vue de maintenir cet équilibre
- Alimenter, suivre et analyser les tableaux de bord de l'activité et des résultats du service, rendre compte au chef de service et au CODIR contrôle
- Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants, accompagner le parcours professionnel des agents
- Réaliser les entretiens professionnels des agents
- Accompagner le changement, notamment les évolutions impactant l'activité et l'organisation des équipes inter-sites
- Veiller à la cohésion des équipes

- Participer à l'élaboration et à la conduite de projets du service
- Contribuer activement à l'harmonisation des pratiques entre les trois sites de la DR
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DSDA...) et externes (DDT, DRAAF, ...) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc...)
- Participer au fonctionnement général de la DR et à la stratégie locale
- Participer à des groupes de travail externes et internes, animer des réunions



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : les agents et cadres des services contrôles, le CODIR élargi de la Direction Régionale (chefs de service/mission et adjoints, directeurs régional et adjoints). Les directions du siège de l'ASP.
- En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels (DDETS-PP, DRAAF, DREAL...)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Maîtrise des dispositifs juridiques et réglementaires de la PAC, de la réglementation contrôles
- Connaissance du monde agricole, de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques
- maîtrise des outils informatiques de gestion et planification
- Une formation, un accompagnement à la prise de poste sont prévus



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale
- Capacité à anticiper les difficultés et à alerter son supérieur hiérarchique. Capacité à rendre compte
- Capacité à animer et fédérer une équipe autour d'un projet, capacité à travailler en réseau
- Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes
- Pédagogie
- Capacité à gérer une relation externe
- Réactivité, disponibilité
- Mobiliser, valoriser les compétences



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Nicolas LEBRAUD, conseiller recrutement mobilité formation de la DRH – mobilite@asp-public.fr - Tél. : 05.55.12.00.64
- M. Paul COJOCARU, Directeur adjoint – paul.cojocar@asp-public.fr - Tél : 05 56 01 50 59
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaires Générales – veronique.gelis@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 08

Chef de secteur (H/F)



Direction régionale
Localisation : Nouvelle Aquitaine - site de
Limoges



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Encadrer, animer et coordonner les activités d'une équipe de contrôleurs terrain et ou analystes images satellites (une quinzaine de titulaires et des contractuels selon la saisonnalité de l'activité), dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.

Votre secteur géographique de référence concerne les départements 19, 23, 24 et 87 mais l'équipe peut être appelée à intervenir dans d'autres départements.

Les attendus du poste peuvent être amenés à évoluer dans le cadre de la constitution du service unique des contrôles, à l'issue de sa préfiguration, dans les prochains mois, avec une dimension plus régionale.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges (30 agents

permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1^{er} pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique...) et aux animaux. Le poste est placé sous l'autorité du chef de service et de ses adjoints.



MISSIONS

- Définir avec chef de service et adjoints, en collaboration étroite avec l'autre chef de secteur, les objectifs, les plans de charge et l'organisation assignés à l'équipe professionnels
- Assurer le suivi et le pilotage de l'activité de contrôle et de supervision et rendre compte sur l'avancement de l'activité de contrôle terrain et d'expertise d'images et profils
- Animer et former l'équipe de contrôleurs et/ou analystes images et profils de couverts végétaux
- Participer au recrutement des CDD et nouveaux arrivants
- Planifier et affecter le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités, des échéances et compétences de chacun
- Apporter un appui ou intervenir sur les dossiers complexes ou sensibles
- Participer aux entretiens

- Accompagner le changement, veiller à la cohésion des équipes
- Contribuer activement à l'harmonisation des pratiques entre les trois sites de la DR
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DSDA...) et externes (DDT, DRAAF, ...) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc...)



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : travail en équipe étroite avec les agents et cadres des services contrôles, le CODIR élargi de la Direction Régionale (chefs de service/mission et adjoints, directeurs régional et adjoints). Les directions du siège de l'ASP.
- En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels (DRAAF, DREAL...)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Maîtrise des dispositifs juridiques et réglementaires de la PAC
- Maîtrise des SIG appréciée
- Connaissance du monde agricole, de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Maîtrise des outils bureautiques et informatiques
- Connaissance des outils de gestion de la PAC
- Connaissance de la réglementation contrôles (surfaces et 3STR)
- Une formation, un accompagnement à la prise de poste sont prévus



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'organisation et d'analyse
- Capacité à anticiper les difficultés et à alerter son supérieur hiérarchique. Capacité à rendre compte
- Capacité à animer et fédérer une équipe autour d'un projet
- Pédagogie
- Capacité à gérer une relation externe
- Réactivité, disponibilité



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Nicolas LEBRAUD, conseiller recrutement mobilité formation de la DRH – mobilite@asp-public.fr - Tél. : 05.55.12.00.64
- Mme Aurore CONSTANTIN, Cheffe adjointe Service Contrôle – aurore.constantin@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 41
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaires Générales – veronique.gelis@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 08



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



anses

**L'Anses recrute
un Responsable de la mission hygiène, sécurité et sûreté,
délégué à la prévention des risques professionnels (H/F)**

Poste basé à Maisons-Alfort (94700)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.



1400
collaborateurs



16
sites en France



9
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Agence de sécurité risques liés au travail, aux enjeux relatifs à la agents. Ses activités, nécessitent le de maîtrise des risques aux conditions de

En tant que délégué à vous assurez le pilotage de prévention et de l'ensemble des sites de

- prévenir les sécurité ou la
- améliorer les adaptant les l'aptitude
- faire progresser et des
- veiller à et
- contribuer au sûreté, en lien l'agence.

Vous pilotez des risques inhérents à des activités tertiaires, mais aussi à des activités de laboratoire conduisant notamment à mettre en œuvre des mesures de prévention du risque chimique et du risque biologique (manipulation d'agents pathogènes).

Vous êtes directement rattaché à la directrice générale adjointe de l'agence, présidente du CHSCT.

Date de prise de fonctions :
Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Déplacements ponctuels à prévoir en France métropolitaine. Poste soumis à déclaration publique d'intérêt (DPI). Accès à des informations classifiées nécessitant une habilitation (articles R.2311-1 et suivants du Code de la défense).

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+

Rattachement fonction :

Chef de mission

sanitaire chargée d'assurer l'évaluation des l'Anses accorde une priorité conséquente santé et à la sécurité au travail de ses notamment celles de laboratoires, déploiement d'une démarche ambitieuse professionnels ainsi qu'une attention forte travail.

la prévention des risques professionnels, et la coordination nationale de la politique maîtrise des risques professionnels de l'agence pour :

dangers susceptibles de compromettre la santé des agents ; méthodes et le milieu de travail en conditions de travail en fonction de physique des agents ; la connaissance des problèmes de sécurité techniques propres à les résoudre ; l'observation des prescriptions législatives réglementaires ; suivi et à la mise en œuvre des mesures de avec le fonctionnaire défense et sécurité de

mesures de prévention et de maîtrise de

Votre équipe

La mission hygiène, sécurité et sûreté (MHSS), est composée du délégué à la prévention des risques professionnels, responsable de la mission, et d'un chargé de projet santé, sécurité au travail et défense. Vous assurez également l'animation du réseau des assistants de prévention rattachés aux directeurs des laboratoires (22 assistants de prévention).

Vous intervenez en interface étroite avec l'ensemble des entités métier de l'agence (directeurs de laboratoires et de directions tertiaires) ainsi qu'avec la direction des ressources humaines de l'agence. Vous exercez votre mission en coordination avec les médecins du travail et la psychologue du travail.

Votre quotidien

Doté d'une aptitude au pilotage, force de proposition, vous :

- Pilotez la démarche d'évaluation des risques professionnels déployée au sein de l'Anses et les plans d'actions qui en découlent, ainsi qu'à la mise en œuvre du programme national de prévention adopté en CHSCT ;
- Déployez des projets nationaux de prévention des risques professionnels (exemple : contrôle des VLEP au sein des laboratoires) ;
- Animez le réseau des 22 assistants de prévention de l'agence ;
- Contribuez à la démarche de communication et de sensibilisation sur la prévention des risques professionnels ;
- Participez aux instances de dialogue social et contribuez à leur préparation (CHSCT/commission spécialisée du CSA) ;
- Analysez l'accidentologie au sein de l'agence et élaborer le bilan annuel de la santé et de la sécurité au travail ;
- Contribuez à déployer la politique de sûreté de l'agence, en lien avec le fonctionnaire de défense et de sécurité ;
- Contribuez à la politique de maîtrise des risques et au dispositif interne de gestion de crise de l'agence, et participez à ce titre aux instances de maîtrise des risques.

Votre profil

Formation et expérience requises :

- De formation Bac+5 dans le domaine de l'hygiène, la sécurité et l'environnement, vous justifiez de 5 ans d'expérience, idéalement dans le domaine de la recherche.

Compétences :

- Autonomie et aptitude au pilotage de projets ;
- Force de proposition et capacité d'analyse
- Rigueur ;
- Aptitude au dialogue et aux relations partenariales.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons-Alfort (94)

Métro 8 Ecole vétérinaire, RER D Maisons-Alfort/Alfortville, Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, autoroute A4

Pour postuler :

Renseignements sur le poste :

Agathe Denéchère, directrice générale adjointe

Adresser au plus tard **le 11 janvier 2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-232** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents **dans leur diversité** pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !